

Communiqué conjoint: protection des Ouïghour.es (Journée internationale des Réfugié.es)

17 juin 2022

Aucun retour n'est sûr pour les Ouïghours!

Les organisations de la société civile appellent à protéger d'urgence les Ouïghour.es contre les risques de renvoi forcé et de refoulement.

En ce jour international des droits des personnes réfugiées, 20 organisations de défense des droits des réfugié.es & des droits humains, ainsi que 50 organisations ouïghoures appellent les gouvernements et les organisations internationales à protéger d'urgence les Ouïghour.es et autres peuples turciques contre les risques imminents de refoulement. Nos organisations alertent sur les risques d'expulsion ainsi que sur les entraves répétées à la protection internationale auxquels font face les Ouïghours hors de Chine, y compris les défenseurs des droits, et ce alors que des crimes atroces sont actuellement perpétrés dans la région ouïghoure– privation de liberté en masse, travail forcé et torture notamment.

Il est de plus en plus admis que les Ouïghour.es sont **victimes de persécutions dans leur région d'origine en raison de leur appartenance à un groupe social particulier**. Si ces cas sont loin d'être isolés, la répression transnationale dont les personnes en diaspora et en exil font l'objet reste peu connue. Or, les Ouïghour.es dont le droit au séjour dans un pays tiers reste précaire courent un risque particulièrement élevé d'être arrêtés, détenus et refoulés. Beaucoup sont la cible de harcèlement et d'intimidations de la part des autorités locales, et ce à la demande souvent des autorités chinoises, et sont parfois victimes de détention prolongée.

Dans un contexte où l'accès aux mécanismes de protection internationale comme le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) demeurent limités, la répression transnationale vise à décourager tout engagement militant de promotion des droits humains. Elle menace de fait l'exercice des droits et libertés individuelles, notamment le droit d'être protégé de toute forme de torture et de traitement inhumain ou dégradant.

Des mesures urgentes doivent être prises immédiatement pour protéger le peuple ouïghour et les autres peuples turciques à risque. A ce titre, il est important que l'accès à la protection ne soient pas entravée par l'absence de documents administratifs. Nos organisations appellent:

- Les gouvernements à donner accès de façon proactive et volontariste à des programmes de réinstallation pour les personnes à risque de refoulement, et à rester vigilants aux cas d'expulsion imminente et à réagir aux situations d'urgence ;
- Les gouvernements à rejeter toute requête de coopération judiciaire en matière pénale visant des personnes ouïghoures et portant un risque de refoulement ; à assurer que les Ouïghour.es et autres peuples turciques ne soient pas victimes d'un usage détourné par les autorités chinoises des bases de données et des alertes internationales ;

-- SOUS EMBARGO JUSQU'À 9h00 CET, 17 JUIN 2022 --

- Les comités parlementaires ayant adopté des résolutions qui dénoncent les violations des droits perpétrées contre le peuple ouïghour et contre les autres peuples turciques à engager des travaux sur la question de la répression transnationale ; nous appelons à ce que les organisations de la société civiles soient impliquées dans ce processus ;
- Le HCR à poursuivre l'enregistrement des personnes ouïghoures en besoin de protection internationale, y compris celles privées de liberté, et d'émettre une recommandation de non-renvoi en Chine (« *non-return advisory* ») pour les groupes tels que les Ouïghours et les autres peuples turciques qui y sont la cible de persécutions systématiques.

Depuis plus de vingt ans, les Ouïghour.es en diaspora subissent les conséquences des **pressions des autorités chinoises sur les gouvernements étrangers dans le but de les enfermer et de les renvoyer de force en Chine**. Des travaux de recherche ont montré que plus de 1 500 personnes ouïghoures ont été détenues ou renvoyées de force en Chine, parmi lesquels beaucoup de défenseurs et défenseuses des droits. Nombre de ces personnes ont été par la suite emprisonnées et torturées durant leur garde-à-vue.

Depuis 2016, le gouvernement chinois a intensifié la répression et mène une politique de détention arbitraire de masse visant les Ouïghours et autres peuples turciques : ces politiques délétères incluent l'interdiction de la plupart des pratiques religieuses, linguistiques et culturelles ; le travail forcé commandité par l'Etat ; emprisonnement ; politique de stérilisation forcées et d'empêchement des naissances.

Les personnes ouïghoures sont visées sur la base de leur origine ethnique et de leur affiliation religieuse. Il faut aussi noter que les **décisions de détention et d'emprisonnement sont également fondées, dans bien des cas, sur les contacts hors de Chine**. Les Ouïghour.es qui ont travaillé ou étudié à l'étranger – y compris celles et ceux qui ont communiqué avec des membres de leur famille ou des amis à l'étrangers – ont été pris pour cible puis détenus ou emprisonné.es. Toute personne ouïghoure ou originaire d'un autre peuple turciques renvoyée de force en Chine craint avec raison d'être persécutée : les risques sont avérés.

Le principe de non-refoulement, juridiquement contraignant pour tous les Etats qu'ils aient ou non ratifié la convention relative au statut des réfugiés, impose que nul ne soit renvoyé dans un pays où il/elle court un risque réel de persécution, de traitement inhumain ou dégradant ou de tout autre violation de ses droits.

En cette journée internationale des Réfugié.es, nous rappelons que la convention des réfugiés de 1951 (signée par 149 Etat à ce jour) fut rédigée en réponse aux déplacements forcés et aux expulsions durant la Seconde Guerre Mondiale. La communauté internationale doit se montrer à la hauteur de ces principes. Elle doit se conformer à son devoir de protéger les Ouïghour.es au vu des risques encourus dans leur région d'origine où sont perpétrés des atrocités et des crimes de masse.

Aucun retour n'est sûr pour les Ouïghour.es. Il faut d'urgence et immédiatement mettre en place des mesures pour assurer leur protection.

Signataires:

1. Alberta Uyghur Association
2. AMERA International
3. Asia Pacific Refugee Rights Network (APRRN)
4. Asian Parliamentarians for Human Rights
5. Australian East Turkestan Association
6. Australian Uyghur Association
7. Australian Uyghur Tangritagh Women's Association
8. Austria Uyghur Association
9. Belgium Uyghur Association
10. Boat People SOS
11. Campaign for Uyghurs
12. The Center for Uyghur Studies
13. The Center for Victims of Torture
14. Church World Service (CWS)
15. Committee for Religious Freedom in Vietnam
16. Dutch Uyghur Human Rights Foundation
17. East Turkistan Education and Solidarity Association
18. East Turkestan Union of Muslim Scholars
19. East Turkistan Nuzugum Culture and Family Association
20. European East Turkistan Education Association
21. European Uyghur Institute
22. East Turkistan Association of Canada
23. East Turkistan Union in Europe
24. Eastern Turkistan Foundation
25. Fair Trials
26. Finnish Uyghur Culture Center
27. Global Center for the Responsibility to Protect

28. Global Legal Action Network (GLAN)
29. HIAS
30. ILPA (Immigration Law Practitioners' Association)
31. International Pen Uyghur Center
32. International Refugee Assistance Project (IRAP)
33. International Union of East Turkistan Organizations
34. Isa Yusup Alptekin Foundation
35. Japan Uyghur Association
36. Jubilee Campaign USA
37. Lawyers for Uyghur Rights
38. MENA Rights Group
39. Montreal Institute for Genocide and Human Rights Studies (MIGS)
40. Norwegian Uyghur Committee
41. Refugee Congress
42. Refugees International
43. RefugePoint
44. René Cassin
45. Safeguard Defenders
46. Satuq Bugrakhan Foundation of Science and Civilization
47. Society Union of Uyghur National Association
48. Stop Uyghur Genocide
49. Sweden Uyghur Union
50. Swiss Uyghur Association
51. Uighur Society of the Kyrgyz Republic
52. Unrepresented Nations and Peoples Organisation
53. Uyghur American Association
54. Uyghur Academy Australia
55. Uyghur Academy Canada

56. Uyghur Academy Europe
57. Uyghur Academy Foundation
58. Uyghur Academy Japan
59. Uyghur Academy USA
60. Uyghur Center for Human Rights and Democracy
61. Uyghur Cultural and Education Union in Germany
62. Uyghur Human Rights Project
63. Uyghur Projects Foundation
64. Uyghur Refugee Relief Fund
65. Uyghur Research Institute
66. Uyghur Rights Advocacy Project
67. Uyghur Transitional Justice Database
68. Uyghur U.K. Association
69. Uyghur Youth Union in Kazakhstan
70. Victoria Uyghur Association
71. World Uyghur Congress
72. World Uyghur Congress Foundation

Sources complémentaires sur la répression transnationale (en anglais) :

[Beyond Silence: Collaboration Between Arab States and China in the Transnational Repression of Uyghurs](#), Uyghur Human Rights Project (2022)

[“Your Family Will Suffer”: How China is Hacking, Surveilling, and Intimidating Uyghurs in Liberal Democracies](#), Uyghur Human Rights Project and OXUS Society for Central Asian Affairs (2022)

[Involuntary Returns – report exposes long-arm policing overseas](#), Safeguard Defenders (2022)

[Returned Without Rights, State of Extraditions to China](#), Safeguard Defenders (2022)

[Hide and seek: China’s extradition problem. A manual to counter extradition to China](#), Safeguard Defenders (2022)

[Saudi Arabia: UN experts say Uyghurs must not be extradited to China, urge proper risk assessment](#), Office of the High Commissioner for Human Rights (April 1, 2022)

[China’s long arm: how Uyghurs are being silenced in Europe](#), Index On Censorship (2022)

-- SOUS EMBARGO JUSQU'À 9h00 CET, 17 JUIN 2022 --

[Morocco: UN experts say extradition of Uyghur asylum seeker to China violates principle of non-refoulement](#), Office of the High Commissioner for Human Rights (December 16, 2021)

[“They Sent Her to a Concentration Camp Because She Came to Turkey”: The Persecution of Uyghurs Based on their Turkic and Muslim Identity](#), Uyghur Human Rights Project (2021)

[“Nets Cast from the Earth to the Sky”: China’s Hunt for Pakistan’s Uyghurs](#), Uyghur Human Rights Project and Oxus Society for Central Asian Affairs (2021)

[No Space Left to Run: China’s Transnational Repression of Uyghurs](#), Uyghur Human Rights Project and Oxus Society for Central Asian Affairs (2021)

[The Nightmare of Uyghur Families Separated by Repression](#), Amnesty International (2021)

[“Break Their Lineage, Break Their Roots”: China’s Crimes against Humanity Targeting Uyghurs and Other Turkic Muslims](#), Human Rights Watch (2021)

[Chinese authorities accused of intimidating Uyghurs in Australia](#), *ABC News*, March 30, 2019

[Compromised Space: Bullying and Blocking at the UN Human Rights Mechanisms](#), Unrepresented Nations and Peoples Organisation (July 2019)